

Le salariat incomplet comme système de reproduction socio-politique: résumé d'un parcours interprétatif.

Alain Morice

Lier le travail et le hors-travail: telle était la préoccupation fondatrice de ce qui allait devenir l'équipe "Travail et travailleurs du Tiers-monde". A l'heure du bilan, force m'est de constater qu'une telle orientation est devenue dans mes terrains successifs si naturelle, si évidente qu'elle n'y existe plus comme intention consciente: elle se noie dans un projet anthropologique dont la globalité va de soi, comme le montreront plus bas les quelques indications méthodologiques qu'elle me suggère. La dilution d'une telle problématique, somme toute assez sommaire et banale, est d'autant plus complète chez ceux d'entre nous dont les recherches ne portent pas sur le monde des entreprises mais sur des réseaux sociaux, fussent-ils examinés à partir d'une branche d'activité spéciale. L'exercice qu'on nous propose de faire ici - à savoir: mesurer les implications de cette démarche commune - relève donc davantage, quant à mes recherches, de l'illustration que de la mesure d'une influence.

Dans cet "état des lieux", je distinguerai, par pure commodité puisqu'elles sont imbriquées, deux activités:

1. Les recherches proprement dites sur tel ou tel milieu:

- les travailleurs non salariés et les castes; il s'agit de recherches qui étaient terminées quand nous avons fondé l'UR mais il y a une continuité avec les préoccupations qui ont suivi (cas sénégalais);
- les fonctionnaires et les trafiquants (cas angolais et guinéen);
- les ouvriers et autres acteurs (entrepreneurs, fonctionnaires et politiciens) dans le bâtiment (cas brésilien).

Toujours à propos de ces recherches, je distinguerai trois matières:

- la problématique, i.e. les questions que je me suis posées;
- la thématique, i.e. l'ensemble des mots à l'aide desquels s'est structuré le travail d'investigation;
- la méthodologie, i.e. une réflexion sur l'adéquation des outils à ces perspectives.

2. Les réflexions théoriques plus générales, mêlant deux sources:

- les résultats de ces recherches, où elles ont pris la forme de modèles (ou, plus modestement, d'ébauches de modèles);
- les discussions régulières (surtout dans l'UR), notamment sur l'informalité, au centre desquelles se trouve la question politique, entendue comme celle du pouvoir dans la cité.

Comme les réflexions théoriques, à leur stade actuel, sont consignées dans des textes qui ont circulé, je les résumerai plus brièvement, pour consacrer plus d'espace au déroulement des recherches proprement dites.

1. RECHERCHES

a/ problématique

Rétrospectivement (il n'y avait bien sûr aucune intention organisée au départ), je suis frappé par l'unité des préoccupations qui m'a fait aborder mes terrains successifs. Ce n'est là nullement un jugement de valeur sur mes choix (et encore moins positif, si je pense aux champs qu'ils me retiennent d'explorer), mais un constat. Ce qui m'a fait courir des apprentis forgerons sénégalais dont le salaire est confisqué par leurs aînés, ballottés au gré des alliances familiales et professionnelles, aux manoeuvres du bâtiment brésilien, soumis à une instabilité effrénée (et guère mieux payés), en passant par ces agents publics guinéens engagés dans la ronde des trafics et le clientélisme, c'est une seule (mais double) question: comment, dans des sociétés où le salaire ne représente au mieux qu'un appoint, les gens s'y prennent-ils pour assurer leur survie et celles de leurs proches, et comment les solutions particulières à ce problème structurent entre eux individus et groupes? Autrement dit, quels types de reproduction socio-politique correspondent aux divers types de reproduction physique (ou économique) qui se mettent en place hors - ou à côté - du rapport salarial tel que l'étudie la théorie classique? Cette problématique, même si elle en est issue, n'est pas celle du "secteur informel": elle lui est même opposée, en cela qu'elle m'a conduit à envisager les sociétés choisies comme des tous organiques où non seulement le découpage sectoriel perd son sens, mais aussi pour la pérennité desquelles le postulat évolutionniste d'un rapport salarial appelé à se généraliser n'a plus de valeur explicative.

En termes plus concrets, on peut poser ainsi cette double question: d'un côté, quels expédients s'offrent aux hommes de mon échantillon, salariés ou non, pour se maintenir en vie? Et, comme il s'agit d'être sociaux (c'est là le seul préalable que je me permets de poser sans démonstration), quels mécanismes de fonctionnement de leurs sociétés mettent-ils ainsi en branle? Cette problématique m'a conduit, simultanément avec la plupart d'entre nous, à réfléchir sur la validité de certaines "évidences" dans lesquelles nous avons tous été plus ou moins élevés: la thèse du poids historique grandissant (évoqué plus haut) du rapport capital-travail (et son corrolaire, le sectorialisme), la théorie de la valeur (au sujet de laquelle, après des enquêtes dans des sociétés dénuées de projet productif, les objections de B. Lautier m'ont trouvé très réceptif), ainsi que les notions d'"articulation des modes de production" ou de "segmentation des marchés du travail".

Même si le radicalisme des critiques et si les conclusions diffèrent parfois, je me sens en phase avec C. de Miras lorsqu'il tente, en analysant l'informalité, de percer le mystère de ce mouvement de ciseaux entre des revenus populaires qui vont diminuant et des besoins toujours plus coûteux à assouvir, avec B. Lautier et le précédent quand ils énoncent que les activités informelles marchent du même pas que les formelles, avec A. Lambert quand elle montre la densité des réseaux qui, mêlant commerçant(e)s, fonctionnaires et groupes d'appartenance, assurent en même temps la survie des intéressés et la concentration du pouvoir entre les mains de certains d'entre eux, ou encore avec M. Agier quand il corrèle les degrés d'isolement socio-culturel et la réussite économique des individus.

Il convient d'ajouter que dans mon cas (et je conçois de plus en plus cela comme une limite qu'il faudra dépasser) ce genre de problématique m'a conduit à privilégier les faits de circulation par rapport aux faits de production d'une part et, d'autre part, à donner le primat à l'interprétation politique sur l'économique. Il serait d'ailleurs plus exact de dire ceci: en choisissant - qui sait pourquoi? - de faire porter son attention sur des groupes ou des cités dont la reproduction ne passe pas (ou pas essentiellement) par des histoires de salaire, de productivité, d'accumulation capitaliste et de monnaie, on s'expose à trouver immédiatement et universellement la question politique sur son chemin. En effet, cette reproduction passe alors par des mécanismes où le contrôle des flux de richesses est un enjeu fondamental, en cela qu'il structure les groupes sociaux autour de ceux qui détiennent le pouvoir de la répartir: il n'est sans doute pas fortuit que les divers milieux que j'ai pratiqués m'aient conduit à m'intéresser aujourd'hui à la logique des systèmes mafieux, dont le prototype le plus caricatural serait une société entièrement organisée autour de la distribution d'une rente par une hiérarchie qui y fonderait le maintien de sa coercition. Cette approche reste cependant partielle et, si l'on n'y prend garde, peut conduire à négliger des réalités plus complexes: en particulier celle de l'origine des richesses et celle du pouvoir d'exploiter autrui que confère celui de protéger. Plusieurs collègues m'ont mis en garde contre une telle tentation. Je mets donc ici ma démarche du moment à sa juste place: il s'agit, au moins dans l'idéal, d'interpréter la reproduction dans les cas où les gens ne sauraient manifestement se maintenir avec les seuls fruits de leur travail, ainsi que le prévoit la théorie économique classique. Ceci dit, la préférence que cela trahit pour l'analyse politique s'explique sans doute par le sentiment que c'est un domaine d'investigation trop négligé par l'anthropologie actuelle, et encore plus par la sociologie, rarement soucieuses d'élucider les mystères de la reproduction, si je puis dire.

b/ thématique

Il s'agit ici de l'ensemble des mots - concepts ou simples notions - qui sont récurrents dans les enquêtes. Ce n'est pas facile de faire le départ entre les termes les plus généraux (comme par exemple "reproduction", "travail" ou "famille"), peu chargés de sens s'ils ne sont pas définis, et ceux qui sont liés à un début de conclusion sur telle ou telle société particulière mais qui paraissent pourtant avoir une portée allant au-delà (comme "paternalisme", "clientélisme" ou "bas salaire").

Les premiers s'imposent de manière sans doute plus pernicieuse, ne serait-ce que par leur capacité à se propager entre nous sans contrôle sémantique: il suffit de voir la fréquence des emplois, dans nos textes, de mots nullement anodins tels que "réseaux", "trajectoires", "stratégies", "groupes", "acteurs", "Etat" etc. Ce serait certes lassant de vouloir conjurer cette fausse neutralité en affublant constamment chaque terme employé d'une définition rigoureuse, surtout si l'on songe que, quand on se donne une définition a priori, la tentation tautologique n'est jamais loin. Il reste que nous ne parlons pas toujours de la même chose avec les mêmes mots. Deux exemples: le livre de C. Geffray ("Ni père ni mère", éd. du Seuil) m'a convaincu que le vocabulaire de la parenté peut n'être qu'une métaphore commode, voire trompeuse, pour parler des relations électives réelles (idée déjà présente dans la thèse de M. Agier); d'autre part, quand je parle de l'Etat, je ne me réfère pas seulement, comme c'est souvent le cas, à une entité abstraite dotée de fonctions immanentes, mais aussi à un espace concret investi par une somme d'intérêts particuliers, une grande foire aux affaires en quelque sorte. Mais, globalement, les termes très généraux m'apparaissent plutôt comme un fardeau que comme un auxiliaire pour la recherche.

Les seconds prêtent plus le flanc à la critique et, de là, ont curieusement un meilleur potentiel heuristique car les velleités d'interprétation qu'ils contiennent ouvrent la discussion. Parler de ces termes, c'est déjà parler des résultats et, surtout, de leur portée. Ce sont des outils qui doivent être au service d'une théorie, malgré la très présente tentation inverse (cette idée vaut aussi pour les "concepts" généraux évoqués ci-dessus). On n'est donc jamais assez méfiant à l'égard des mots approximatifs ou peu justes, prompts à paralyser l'investigation. Je puis illustrer cela avec deux évolutions personnelles, ayant toutes deux permis de faire rebondir l'enquête vers des voies inexplorées: premièrement, quand je suis passé, chez les apprentis sénégalais, de la notion de "travail gratuit" (une belle absurdité) à celle de "travail non salarié" puis à celle de "salaire confisqué", bien plus adéquate pour comprendre comment l'absence de salaire formel est un moyen de reproduction d'un contrôle social fondé sur la dépendance des cadets; deuxièmement - cette rupture peut sembler banale -, quand, la recherche piétinant devant la banalité des réponses stéréotypées des ouvriers du bâtiment brésilien ("notre salaire ne nous permet pas de

survivre"), je me suis reposé la question du "salaire" à procédant à une décomposition à partir d'un autre terme, le "revenu", pouvant ainsi quitter un imaginaire plus ou moins misérabiliste au profit d'un examen de la manière dont l'informalité et le monde salarial se façonnent mutuellement (sur ces deux exemples, voir plus loin le résumé des résultats).

Si je reprends les trois groupes d'enquêtes cités, je crois que, dans mon cas, les ensembles respectifs de thèmes pouvaient s'énoncer comme suit:

- (apprentis forgerons sénégalais) travail gratuit (ou non salarié); divisions technique et sociale du travail; systèmes productifs intégrés et éclatés; reproduction physique, reproduction sociale; paternalisme; déploiement des groupes; circulation des travailleurs, des épouses et des richesses; contrôle (ou pouvoir ou domination); balancement de l'Etat entre laisser-faire et répression.

- (fonctionnaires africains) suremploi dans la fonction publique; bas salaires; intérêts particuliers des agents de l'Etat; compléments de revenus; trafics parallèles; corruption; surenchères; réseaux de dépendants; dialectique survie-accumulation-redistribution; inflation; double monnaie; marché noir; manne (minière ou autre); instabilité des logiques de reproduction.

- (bâtiment dans le nordeste brésilien) profil de l'ouvrier réputé migrant, vagabond, non qualifié et incapable; rotativité de la main-d'oeuvre; retard de la branche; clandestinité; corruption; caisses noires; productivité; formes du salaire et revenus totaux; conditions de travail et de vie; rôle paternaliste du "maître des chantiers"; qualification réelle et formelle; insertion en ville; rôle des travaux au noir; sous-traitance de main-d'oeuvre; instabilité idéologique de l'ouvrier; mentalisation du rapport au risque et à la précarité statutaire; plaisanteries et disputes; mobilisation du capital de la branche et sources des bénéficiaires; rente; clientélisme et favoritisme (dans l'entreprise et entre celle-ci et les donneurs d'ouvrage).

Il s'agit évidemment d'une reconstitution, qui en outre n'est pas exhaustive et mêle des termes neutres (s'il en existe) et des hypothèses déjà implicitement chargées d'analyse. Mais c'est un faisceau qui a sa cohérence, en cela qu'il est fait d'intuitions convergentes, ou au moins de pistes situées dans un même univers théorique. Disons que c'est à l'aide de ce vocabulaire que j'ai posé des questions aux gens dans mes enquêtes. Autre précision: cela ne me semble pas mauvais de revenir parfois aux définitions du dictionnaire, dont notre corpus conceptuel s'écarte fréquemment à la longue. Par exemple, le terme "rente" peut bien être employé dans un sens éloigné de celui de Ricardo, pour désigner une richesse comme donnée et enjeu politique d'un corps social; dans le même registre, je crois légitime de parler d'"accumulation politique", même si ce n'est pas orthodoxe.

Il me paraît utile, en revanche, de signaler certains des termes courants qui sont - ou sont devenus - étrangers à ma propre thématique (ce qui ne m'empêche pas d'y recourir parfois en passant, mais plus comme à des acceptions vulgaires qu'à des concepts). Voici les principaux: classes sociales; identités; sujets sociaux; représentations; exclusion; pauvreté; citoyenneté; force de travail; marché du travail; et, not least, secteur informel. La liste d'une non-thématique ne saurait évidemment être exhaustive: les termes écartés ici témoignent seulement que j'ai depuis quelques années pris de plus en plus mes distances avec la sociologie d'une part et, d'autre part, avec le développementalisme. Je ne cherche à convaincre personne, puisque ce rejet est lié à une problématique particulière. Je ne saurais non plus, dans bien des cas, le justifier autrement, puisqu'il s'agit bien souvent de mots dont je ne saisis ni le sens ni l'intérêt (c'est le cas pour "identités": si je vois ce que veut dire "s'identifier" à quelqu'un ou quelque chose, je ne vois pas en quoi cela fonde une "identité").

Mais il faut constater qu'il existe, chez leurs usagers, une oscillation entre deux penchants complémentaires: soit en faire des éléments qui tirent leur légitimité d'un héritage commun indiscutable (c'est assez net dans le cas de "classes sociales" ou de "marché du travail", mots totémiques s'il en est, et donc tabous), soit au contraire - mais cela me semble bien la même chose - en discuter le sens, une fois posés, jusqu'à plus soif, au risque d'instrumentaliser la théorie et de verser dans une auto-épistémologie stérilisante, puisque l'objet même de nos études s'y dissout (je pense par exemple aux discussions sur les mérites respectifs des mots "individu", "personne", "sujet" et "acteur", ou encore "stratégie", "trajectoire" et "itinéraire", où une recherche sur la justesse des mots en général me paraît prendre le pas sur celle du mot juste dans tel ou tel cas particulier).

c/ méthodologie

Ici encore, il s'agit d'une reconstitution: ce serait abusif de dire que la méthode des recherches a été maîtrisée et bien contrôlée. Cependant, un postulat méthodologique coiffe l'ensemble: celui que les réseaux d'informateurs que l'on se constitue pour les besoins de l'enquête sont pertinents pour étudier ce qui se passe dans les réseaux réels de la cité. Dans mon cas, ces réseaux ne constituent pas en soi un objet d'études, mais un moyen. Partant de là, le travail consiste à essayer de remonter tous les fils qui se présentent sur la base des indications données par les interlocuteurs précédents. Ceci sans exclusive a priori (du type "cette personne n'a pas sa place dans mon échantillon puisqu'elle n'est pas de la ville - ou du métier, ou du sexe - que j'ai choisi d'observer"). Il m'a toujours semblé que, surtout si l'on traite de reproduction socio-politique, le déploiement dans toutes les directions et la diversification des sources étaient ce qui permettait le mieux de faire de bonnes découvertes. Exemple: à João Pessoa, la

pléthore d'emplois (mal payés) dans la fonction publique ou le commerce - qui n'étaient pas mon terrain - me renseigne sur les mécanismes du recrutement, de la division du travail, de la formation du salaire dans le bâtiment, de même que sur la répartition des activités et industries diverses au sein des familles d'ouvriers; je n'hésiterai donc pas à interviewer une employée de la Mairie ou un marchand de chaussures.

Cette méthode a évidemment ses inconvénients. Primo, remonter les fils des réseaux en suivant les indications de ses informateurs, c'est s'exposer à avoir des caractéristiques biaisées: par exemple faire des conclusions générales à partir d'observations sur des personnes toutes issues du même village ou (ce fut le cas au début à João Pessoa) d'entretiens avec des ouvriers qui avaient tous en commun d'être logés au chantier (et donc tous migrants, ce qui donnait une forte proportion de manoeuvres). Mais c'est la méthode de diversification elle-même, plus une discipline critique à l'égard de la pertinence des résultats, qui permet de surmonter ce risque car dans une société totale les traits communs sont rarement transitifs sur une séquence d'individus. Plus périlleux peut-être est le critère, implicite mais obligé, de la sympathie et de la coopération qui préside au choix des interlocuteurs: mais cela est tant bien que mal pallié par l'immersion dans le milieu, l'observation et, encore une fois, l'examen critique des conclusions. Secundo, la recherche sur des réseaux est exposée à une logique exponentielle et à une logique de désordre. Au suivi des personnes déjà contactées (qui est une exigence fondamentale de cette méthode, où l'on rejette autant que possible toute interview ponctuelle du type biographie) s'ajoutent tous les nouveaux contacts. Et, de fait, passées les premières hésitations, le chercheur se trouve vite devant une mécanique qu'il a peine à contrôler: le monde du travail mène au hors-travail, les producteurs mènent à leurs amis, parents et épouses, l'ouvrier mène à l'artisan, celui-ci à l'entrepreneur, au fonctionnaire, et ainsi de suite. Pour tenir le coup face à un nombre grandissant de pistes, on doit constamment recentrer en supputant l'intérêt respectif de chacune des ramifications du réseau, au moment où seules des conclusions sur l'ensemble de celles-ci permettraient de se donner des priorités judicieuses. C'est une contradiction dont la solution est faite d'expédients et d'intuitions, et qu'on doit toujours avoir en mémoire au moment d'exploiter les résultats. Tertio, cette méthode interdit de sous-traiter ses enquêtes (ou des morceaux de celles-ci) à quiconque. Ce serait d'ailleurs très bien si cela n'aggravait pas l'inconvénient précédemment évoqué: la seule chose qu'on puisse faire (et que j'ai faite à João Pessoa) est de recruter quelqu'un, lui faire partager sa problématique et travailler avec lui en double. Quarto enfin, j'ai rencontré un phénomène qui n'est pas à proprement un inconvénient, mais dont l'apparition inattendue m'a obligé à modifier mes outils: c'est la propension des interlocuteurs à collectiviser les entretiens, justement parce qu'ils sont abordés comme êtres sociaux et

qu'on leur fait ainsi sentir qu'ils n'ont d'intérêt que comme tels. On en arrive alors souvent à des assemblées de douze personnes devant un magnétophone, dans un local inondé de bruit. Avec le temps, cela se transforme en un avantage: on peut mieux étudier les problèmes de relations sociales et de pouvoir dans les groupes; en outre, on apprend à remplacer le magnétophone par la mémoire, ce qui donne des participations du public beaucoup plus intéressantes aux entretiens et permet, quand on se connaît mieux, de passer du stade de l'interview sous forme de questions-réponses, à celui de la discussion et du débat.

Voici les principes méthodologiques tels qu'ils se sont dessinés au fur et à mesure des enquêtes:

1. Autant qu'il se peut, la recherche n'est pas divisée en phases (projet et hypothèses, collecte, exploitation, interprétation); au contraire, ces mouvements visent à s'effectuer de concert: en particulier, je crois aux vertus de l'interaction permanente entre le travail théorique et l'expérimentation et à celle des textes et exposés intermédiaires. Il est pratiquement impossible de respecter intégralement l'impératif de simultanéité, mais on peut s'en approcher à travers la pratique des interprétations partielles successives, très utiles quand l'enquête s'essoufle et que l'on a l'impression d'avoir fait le tour de la question. Parmi nous, le taux de discussion critique, qui n'est pas si mauvais, gagnerait à être amélioré, surtout en direction de discussions sur les textes de travail, qui sont extrêmement précieuses quand on est sur le terrain.

2. Priorité au qualitatif: il vaut mieux étudier des individus et groupes ou des situations théoriquement significatifs que statistiquement représentatifs. L'accumulation de questionnaires auprès de personnes ne se connaissant pas est une démarche qui ne colle pas avec ma problématique.

3. Rejet (déjà énoncé) des entretiens uniques, du moins comme méthode principale, encore moins effectués hors du contexte social de l'interlocuteur; méfiance à l'égard de la validité théorique des "biographies" et "récits de vie" réunis dans des conditions excluant le suivi et l'observation. Il existe actuellement un regain d'intérêt, parfois teinté d'un soupçon d'esprit critique, pour la méthode biographique. Les mêmes textes sont cités partout. On doit d'abord rappeler - ce qui n'est certes pas en soi une condamnation - que c'est une méthode pratique, tant pour la mise en oeuvre que pour l'exploitation: il suffit d'envoyer un étudiant en lui disant "rapporte-moi tant d'heures de tranches de vie" et par la suite de recopier abondamment les témoignages assortis d'une savante paraphrase. Je caricature un peu mais c'est bien là l'impression dominante. Ensuite, il est très rare que cette méthode soit organiquement associée à une problématique qui la rendrait absolument nécessaire. Enfin, si l'on se place sur le plan du rendement, les meilleurs interlocuteurs sont forcément de grands baratineurs: sans plonger simultanément dans le réel de leur existence, je vois mal ce qu'on peut tirer de leurs témoignages. Ces objections, et

bien d'autres, sont parfaitement connues et néanmoins souvent mises de côté au moment d'aller au charbon.

Evidemment, la cueillette de récits de vie peut être faite avec plus ou moins de bonheur, et mon scepticisme ne porte que sur la méthode biographique comme moyen exclusif et ponctuel. Ce peut être, par exemple, un précieux auxiliaire pour créer des types idéaux de personnages contrastés, que l'on rassemblera ultérieurement sur une scène sociale unique. Dans le cas des travailleurs du bâtiment brésiliens, réputés migrants, des récits de vie m'ont aidé à comprendre ce qu'ils avaient et n'avaient pas de paysan et d'ouvrier, selon divers types d'histoire de leurs relations sociales; mais c'est toujours resté un outil secondaire. Un seul cas me paraît légitimer le recours à cette méthode (mais est-ce encore de la "biographie"?), c'est celui, que m'a conté J. Copans, de son ami C. Von Onselen qui a fait l'histoire d'un métayer sud-africain. A partir de ce dernier, retrouvant les protagonistes (famille, employeurs etc.), consultant les archives, c'est tout un système social, du début du siècle aux années 50, qu'il a recréé. Cette méthode de ramification à partir d'un individu que l'on se donne pour centre d'un univers me paraît a priori très séduisante.

4. Maintien d'un certain degré de désordre, d'improvisation et de curiosité périphérique dans l'enquête. Il y a certes là le risque de débordement évoqué plus haut, outre que c'est une orientation peu compatible avec les terrains de courte durée. Mais c'est une nécessité qui découle d'un principe anthropologique: il n'existe pas de corps social, si particulier et contrasté soit-il, qui ne se reproduise pas de concert avec la cité tout entière. La collecte tous azimuts a notamment l'avantage de relativiser les résultats obtenus dans un milieu donné, et de mieux faire la part du spécifique.

5. Travail critique constant sur les mots, surtout s'ils sont utilisés de façon récurrente par les interlocuteurs, les médias et, encore plus, par la littérature académique. Ce qui ne veut pas dire nécessairement rejet, mais analyse: il est par exemple intéressant, pour comprendre le rapport qu'ils entretiennent avec la ville, ses autorités et sa bourgeoisie, que les gens de favelas situées en plein centre de João Pessoa disent fréquemment "nous, de la périphérie...".

6. Principe de non causalité: les faits sociaux ne forment pas a priori un système causal, mais un système organique et dialectique. Les interprétations partielles successives visent à analyser des mécaniques totales (au sens maussien). Ce serait certes un gageure de vouloir rédiger un rapport de recherches sans jamais utiliser des liaisons telles que "donc" ou "parce que". Mais la tentation finaliste mérite un sévère contrôle. Exemple: l'opinion la plus courante est que les ouvriers du bâtiment sont mal payés parce qu'ils sont peu qualifiés, ce à quoi des esprits généreux répondent que c'est le contraire. Mon interprétation serait plutôt qu'il s'agit de phénomènes qui marchent ensemble, dans un système cohérent, quoique non exempt de contradictions. Ce qui permet de déboucher sur une interrogation sur

les différences pertinentes de salaire et de qualification au sein de la branche et dans son histoire.

Quelques indications enfin sur l'exploitation. Comme j'ai dit, elle s'est mise en place à João Pessoa au cours de l'enquête, mais elle n'est pas achevée. Le matériel est constitué de transcriptions d'entretiens, de carnets de terrain, de photographies et de documentation diverse (fichiers de personnel, textes patronaux et syndicaux, presse etc.). L'exploitation n'est pas du type analyse de contenu, mais elle est thématique. Un petit nombre de grands thèmes regroupent les thèmes mentionnés plus haut. Les voici au stade actuel: statut, salaire, mobilité, qualification, conscience (mot fourre-tout qui regroupe l'ensemble des implications mentales, morales et spirituelles des rapports que les hommes entretiennent avec leurs outils et entre eux), le tout coiffé par les formes de valorisation du capital. Pour chacun, sont établies des fiches qui sont alimentées transversalement par des extraits de ce matériel. L'objectif est d'établir toutes les liaisons, tous les rapprochements qui paraissent théoriquement pertinents entre les conclusions sur chaque thème, de sorte à élaborer un modèle d'interprétation unique. La règle que je me suis fixée pour parvenir à ce stade est de rechercher simultanément les lignes de force, ou régularités, et les lignes de rupture, i.e. tout ce qui vient contredire les premières (et, plus généralement, tout ce qui fait mystère), jusqu'à parvenir à un modèle satisfaisant. Au stade où elle se mue en synthèse, l'analyse thématique est donc nécessairement critique.

2. REFLEXIONS

Pour commencer, voici ce que j'entends par la construction d'un modèle (étant précisé que cela ne préjuge pas de la qualité du résultat auquel je puis parvenir):

- c'est une construction abstraite; ce n'est donc ni une paraphrase, même ordonnée, des faits et opinions recueillis, ni un inventaire descriptif;

- c'est néanmoins une interprétation qui doit rendre compte de tous les éléments empiriques de la réalité dont elle prétend parler; si certains ne s'y intègrent pas, le modèle doit être retravaillé dans le sens d'une plus grande complexité;

- il privilégie, comme énoncé plus haut, l'analyse organique (du type: tel et tel phénomènes marchent ensemble tout en se contrariant) au détriment de l'analyse causale, qu'elle soit mécaniciste ou fonctionnaliste;

- enfin, et c'est peut-être le plus important, il a vocation à une portée théorique qui dépasse le milieu dont l'étude lui a servi de support: il n'a de réel intérêt que s'il sert à interpréter d'autres situations en d'autres lieux, moyennant, bien sûr aménagements; c'est donc, en bref, un défi basé sur le désir de surmonter une contradiction: comprendre l'essentiel sans rien laisser dans l'ombre.

Voici, très brièvement résumées, les ébauches de modèle que j'ai proposées à partir de trois terrains successifs.

a/ Les apprentis forgerons sénégalais. L'apprentissage apparaît comme un dosage contradictoire de formation et d'exploitation économique. Dans la caste des forgerons, la mobilisation des apprentis est un élément central du dispositif de permanente redéfinition des positions respectives des clans professionnels et matrimoniaux et de conquête de nouveaux espaces d'intervention. La circulation de ces travailleurs entre ateliers colle étroitement à celle des épouses entre unités familiales. Le conservatisme des relations sociales sert de support au dynamisme économique de certaines fractions de la caste, dont l'endogamie permet la maîtrise de cette circulation. L'absence de salaire est ponctuellement compensée par un pseudo-salaire discrétionnaire, toujours lié aux résultats de la production, dont le volume par individu reflète la division sociale dans l'atelier plus que le travail fourni, et de préférence en nature: ces caractéristiques autorisent la domination des chefs de maisonnée et d'atelier et détournent les velléités d'émancipation de leurs cadets sur l'objectif de leur succéder. La reproduction physique des apprentis passe par un système généralisé de péréquations entre groupes, lequel fonde la reproduction sociale. Mis en position de dépendance, ils voient leur salaire confisqué dans le cadre d'une relation paternaliste qui, en retour, crée pour leurs aînés l'obligation de le leur reverser le jour où ils installeront à leur tour un foyer et un commerce indépendants. Les plus-values de l'artisanat, en apparence inexistantes, sont ainsi constamment réinjectées dans la sphère de la circulation en suivant les circuits du pouvoir: la richesse est politique avant d'être économique, selon une logique qui trouve sa pleine mesure dans un régime polygamique à forte fécondité.

b/ Agents publics et trafics parallèles en Angola et en Guinée.

On part d'un constat similaire: la fonction publique, dans ce cas, est pléthorique. On y entre par relations, et c'est un statut très prisé. Elle est pourtant, dans l'ensemble, fort mal payée, le traitement suffisant à peine à quelques jours d'entretien mensuel de la famille: l'accès aux emplois publics est indissociable de la force d'attraction que représentent l'administration et ses entreprises comme lieu d'appropriation des biens en circulation. Parallèlement, la classe économique, dépourvue de tout projet productif, fonctionne plus comme classe de trafiquants et de spéculateurs que comme classe capitaliste. La source des richesses provient essentiellement de la rente minière, de l'injection de capitaux étrangers et de la ponction sur la paysannerie. Face à cela, le modèle suggère, d'une part, que l'Etat est à la fois une institution immanente destinée à capter cette rente et à régler par la violence la concurrence entre groupes prédateurs et une somme d'agents aux intérêts centrifuges et, d'autre part, que la

surenchère inflationniste des activités parallèles procède d'un degré élevé de fusion entre les classes économique et politique. Avec la corruption pour pivot, s'appuyant sur une complémentarité, riche en profits subits, entre le marché subventionné et le marché noir, ces trafics structurent le corps social selon un mouvement contradictoire de la circulation et de la concentration des richesses. La survie de la population est assurée par la mise en place de réseaux de dépendance qui, se fondant sur la faveur et le clientélisme, assurent à leur tour la reproduction du système des trafics. Comme dans le cas des apprentis sénégalais, l'insertion dans ces réseaux tire sa nécessité de la menace économique que représente la sanction de l'isolement social. Il existe une dialectique entre les logiques de survie et les stratégies d'enrichissement, ces dernières s'appuyant sur la création et l'élargissement des groupes où la protection s'exerce: l'accumulation est avant tout politique. Mais il s'agit d'une reproduction sociale nécessairement marquée par l'instabilité et la remise en cause permanente, dans un contexte spéculatif, des fortunes respectives. En particulier, elle entre en crise lorsqu'il n'existe plus un contrôle sévèrement pyramidal, de type socialiste ou mafieux, de la circulation, ou encore si la rente vient à diminuer. L'orientation historique des économies vers le commerce spéculatif pousse alors, de manière paradoxale, les autorités à éviter la faillite économique et le démantèlement social en voulant recourir à l'ajustement structurel, qui finit par renforcer cette même mécanique.

c/ Les ouvriers du bâtiment au Brésil. On est ici (du moins à João Pessoa) dans une branche qui, à première vue et selon l'opinion la plus courante, combinerait plusieurs caractéristiques que l'on résume avec l'épithète "retardataire": faible mécanisation, méthodes de gestion irrationnelles, productivité très basse, planification inexistante, division du travail rudimentaire et forte dépendance à l'égard des marchés publics, d'où une structure de coûts anti-économique. Le discours dominant sur l'ouvrier vient en contrepoint à ce diagnostic: migrant, analphabète, difficile à qualifier, sans prétentions salariales ni professionnelles, instable et batailleur, il adopte un comportement sur les chantiers qui semble venir confirmer ce portrait. La construction du modèle passe ici par un examen minutieux des fondements réels de cette analyse et par une interprétation de son succès, en partant d'un constat: il existe deux démarches intellectuelles curieusement similaires. L'une consiste, dans les milieux patronaux et dans la presse (et on la retrouve chez les propres ouvriers) à expliquer les retards de la branche par ceux de sa main-d'oeuvre ou plus généralement des mentalités. L'autre, commune dans la littérature académique, met l'accent sur la volonté des entreprises du bâtiment de maximiser leurs profits, laquelle se traduit par l'instabilité et la faible professionnalisation des ouvriers, dans un contexte où l'exode rural fournit une main-d'oeuvre excédentaire plus intéressante que la mécanisation et la rationalisation des processus productifs.

Le modèle que je propose, quant à lui, partira toujours de la même question: dans quel système de reproduction s'inscrit le bas salaire? En examinant la diversité des statuts du travailleur et l'omniprésence de la clandestinité, qui semble bien se combiner avec un Droit du travail contraignant (et en apparence très favorable à l'ouvrier), en étudiant les divers types de mobilité volontaire ou forcée, en voyant la façon contradictoire, tour à tour fataliste et révoltée, dont les travailleurs parlent de leur propre précarité, on en vient à envisager le faible niveau des salaires officiels comme un rouage de la domination politique sur la classe avant d'être un instrument de son exploitation économique (précisons que ce mécanisme n'est pas spécifique au bâtiment). Sous bénéfice d'inventaire, on peut lui attribuer deux significations. Premièrement, en poussant l'ouvrier à rechercher des compléments de revenu, soit dans l'entreprise sous forme de paiements à la tâche ou d'heures supplémentaires, soit dans l'univers du travail au noir, il tend à maintenir la branche hors de l'emprise absolue du salariat généralisé et, partant, à maintenir l'intéressé dans des rapports de clientèle et de subordination; en particulier, les professionnels qualifiés, ainsi transformés en prestataires de service, mettent en place, devant leurs manoeuvres, des chaînes d'exploitation et de domination qui renforcent la division sociale du chantier; en outre, formalisé à travers des contraintes économiques, l'accès aux qualifications connaît une régulation de type malthusien. Deuxièmement, il est le miroir idéologique des retards de la branche, qui n'ont guère à voir (bien qu'ils en alimentent l'idée) avec une quelconque irrationalité plus ou moins héréditaire: il témoigne d'une volonté de maintenir son existence et son expansion sur l'idée de sa responsabilité historique face aux problèmes de résorption d'une main-d'oeuvre excédentaire et non qualifiée issue des campagnes. Le modèle en vient alors à prendre en considération l'histoire de la ville et de la branche du bâtiment, grandie à l'ombre des commandes publiques en logements sociaux et en infrastructures, commandes porteuses de corruption, de surfacturation des travaux, de spéculation sur les sols et de développement incontrôlable de moyennes entreprises de construction et de sous-traitance de tâcheronnage, aujourd'hui en situation de sur-concurrence du fait de la récession. Cette histoire a produit un certain type de main-d'oeuvre dont la professionnalisation n'était que peu nécessaire: le bas salaire (qui, encore une fois, n'est certes pas particulier à la branche) conserve le caractère symbolique de signaler aux donneurs d'ouvrage publics que les maîtres d'oeuvre sont potentiellement créateurs de nombreux emplois si les marchés publics sont actifs, en contrepartie de quoi ils s'engagent à éviter de renforcer les qualifications et donc les salaires.

Ici, comme dans le modèle guinéen, la corruption et le clientélisme sont au coeur du système: les profits sont assurés par la manne étatique avant de l'être éventuellement par le surtravail ouvrier,

extorqué dans des conditions de productivité telles que son produit ne souffre pas toujours la comparaison avec celui des rentes de situation. Par ce mode de fonctionnement sont concernées, non seulement l'ensemble des relations de clientèle et de pouvoir qui s'établissent entre la branche et le personnel politico-administratif de la cité, mais bien les relations sociales dans le chantier, où hiérarchie et domination s'appuient sur la mythologie de l'excédent de main-d'oeuvre, de l'incapacité de l'ouvrier et de sa solidarité d'intérêts avec maîtres d'ouvrage, maîtres d'oeuvre et intermédiaires. C'est, très grossièrement, là que j'en suis pour l'instant, tentant à présent d'intégrer à mon interprétation la question de la participation active ou passive du travailleur aux mécanismes de la reproduction de leur soumission à ce système et, d'autre part, de comprendre l'ampleur prévisible des brèches que la sur-concurrence, le rétrécissement des marchés publics, l'attraction des marchés financiers et de la promotion privée, le durcissement syndical et divers autres facteurs ont ouvertes récemment dans la reproduction d'un tel modèle.

Concernant la deuxième partie annoncée, à savoir les réflexions issues de discussions régulières entre nous, je me permets d'être beaucoup plus rapide. La question inévitablement attractive a été celle du secteur informel. Ce n'est pas, du moins depuis que nous travaillons ensemble, un objet de réflexion spécifique pour moi, mais ce vocable fédérateur comprend des préoccupations communes à plusieurs d'entre nous (notamment A. Lambert, B. Lautier, C. de Miras et J. Marques-Pereira). Mes propres dérives actuelles devraient mener à la rédaction d'un texte sur la corruption et l'informalité comme phénomènes paradoxaux de production et de rejet de la loi. Ce n'est pas assez mûr pour être développé ici, mais je puis résumer ainsi la problématique, qui se greffe sur celle énoncée plus haut: de quels types particulier de reproduction socio-politique est créateur ce mode particulier de distribution des richesses qui s'appuie sur les réseaux de clientèle et de pouvoir, hors d'une influence dominante du rapport salarial? L'intention, comme il a été dit à propos du modèle, est de parvenir à une interprétation qui, moyennant nuances et aménagements, rende compte de la parenté que l'on peut pressentir entre des situations très diverses, qu'il s'agisse de la France, des PVD ou des pays socialistes, et que l'on traite de la fonction publique, du bâtiment, des travaux agricoles ou de l'industrie électronique. Actuellement, dans le cadre d'un projet de livre collectif, cette réflexion simultanée sur, d'une part, la résistance du capitalisme au salariat et, d'autre part, la corruption s'oriente vers une piste plus globalisante: l'analyse du modèle mafieux comme type particulier d'administration des richesses et de gouvernement des hommes.

Paris, 28 avril 1991 Alain Morice

P.S. Merci à Michel Agier et Didier Fassin pour leurs utiles commentaires d'une première version de ce texte.

les cahiers
n° 15 - 1991

RÉTROSPECTIVES ET CHEMINEMENTS

M. AGIER
R. CABANES
C. CASASSUS
J. COPANS
D. FASSIN
A. MORICE
M. SELIM
V. VUDDAMALAY